



## ***LES FRACTURES DE LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE***

***Un projet géopolitique commun est-il possible ?***

**Mémoire de géopolitique  
du commandant Philippe BLANCARDI  
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du Moyen-Orient »**

**Directeur : Professeur Aymeric CHAUPRADE**

**Avril 2005**

# **Les fractures de la société palestinienne : Un projet géopolitique commun est-il possible ?**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIÈRE PARTIE :**

#### **UNE ABSENCE D'UNITE DANS LES OBJECTIFS GEOPOLITIQUES**

Vers les Accords d'Oslo

Le processus de paix

Le grand clivage

### **DEUXIÈME PARTIE :**

#### **LES FRACTURES DE LA SOCIETE PALESTINIENNE, UN HERITAGE HISTORIQUE**

Les réfugiés

Les Palestiniens des Territoires

### **TROISIÈME PARTIE :**

#### **VERS UN PROJET GEOPOLITIQUE COMMUN ?**

Quel projet pour les réfugiés ?

Le Hamas, entre idéal irréductible et conciliation

L'après-Oslo ?

## INTRODUCTION

Lorsqu'en 1993 est signée la déclaration de Washington entre l'OLP et Israël, qui inclut entre autre la reconnaissance mutuelle des deux entités, le monde entier croit voir, de façon certainement irrationnelle, la fin prochaine du conflit israélo-palestinien. Douze années et une deuxième *intifada* sanglante plus tard, une vague d'espoir similaire se fait jour alors que Mahmoud Abbas, le successeur de Yasser Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne, reprend à son compte un processus de paix au point mort avec l'apparent soutien d'Israël et des Etats-Unis. Les données du problème ont-elles changé pour autant ? Alors que le citoyen occidental non averti pourrait penser que les prises de position ambiguës de Yasser Arafat constituaient le principal frein à l'avancée des négociations, force est de constater que les raisons du marasme actuel sont nombreuses et toujours d'actualité, tant du côté israélien que palestinien. En particulier, la société palestinienne dans son ensemble (de « l'intérieur » et de « l'extérieur »), sujette à de profondes fractures, est tout sauf unanime vis-à-vis du processus engagé en 1993 et source de compromis déchirants.

La société palestinienne est-elle capable de transcender ses fractures pour s'orienter vers un projet géopolitique commun ? Seules des avancées très substantielles sur le chemin de la création d'un Etat palestinien véritable, aux prérogatives de souveraineté classiques, paraissent à même de rallier les nombreux Palestiniens meurtris par le compromis territorial sous-tendu par le processus actuel. Or, ces avancées (l'administration autonome du quartier arabe dans la vieille ville de Jérusalem, un démantèlement significatif des colonies israéliennes en Cisjordanie par exemple) signifient des renoncements israéliens peu envisageables à ce jour. Les questions non résolues du drame palestinien, au premier plan desquelles figure le droit au Retour des réfugiés, continueront alors de diviser un peuple désenchanté, aujourd'hui bercé par les sirènes islamistes qui prônent la sauvegarde de l'honneur dans la résistance irréductible à l'occupant sioniste.

Nous nous efforcerons dans un premier temps de présenter les projets géopolitiques des différents protagonistes palestiniens, particulièrement mis en lumière par le processus d'Oslo. Puis nous tenterons de montrer comment l'héritage historique distinct de ces différents acteurs a façonné leurs revendications actuelles. Enfin, les questions essentielles qui divisent seront évoquées dans le but d'esquisser un éventuel consensus à venir ; cet

exercice étayera malheureusement plutôt nos inquiétudes quant à la possibilité, pour le peuple palestinien, de construire un projet commun à moyen terme.

## 1. Une absence d'unité dans les objectifs géopolitiques.

### a. Vers les Accords d'Oslo

#### i. La lente maturation politique de l'OLP

Lorsque l'Organisation de Libération de la Palestine est créée en mai 1964 à Jérusalem-Est sous le patronage du roi Hussein de Jordanie, cela fait longtemps déjà qu'existe un mouvement nationaliste palestinien, d'inspirations diverses. Si les premières réactions virulentes arabes au sionisme -et les premiers morts- ont lieu dès 1903 entre colons juifs et villageois palestiniens proches de Tibériade suite à un litige foncier, on peut considérer que le mouvement nationaliste palestinien voit véritablement le jour à la veille de la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale. Le principal point d'achoppement est celui de la vente des terres appartenant aux grands propriétaires, sujet de friction avec les autorités ottomanes antérieur au sionisme. Dès 1909, la protestation arabe suite à des ventes importantes de terres à des colons juifs se développe, relayée par une presse engagée, et acquiert une première assise politique avec la création en 1911 du Parti national ottoman, qui prône en particulier l'interdiction de la vente des terres aux juifs. Ce combat pour la terre, véritable fil rouge, va connaître des développements dramatiques au fil des ans, par-delà les vicissitudes arabes et les divisions palestiniennes vis-à-vis d'un projet sioniste parfois perçu comme un outil pour se libérer de la tutelle ottomane puis britannique.

Quand la résolution 181 de l'ONU, qui ouvre la voie à la partition effective de la Palestine, est votée le 27 novembre 1947<sup>1</sup>, le mouvement nationaliste palestinien est affaibli et divisé par la guerre insurrectionnelle de 1936-1939. De fait, il sera soumis aux tutelles arabes jusqu'à la création de l'OLP -et même longtemps après-, sur fond d'ambitions régionales et de Guerre Froide. On peut d'ailleurs considérer que l'OLP naissante, « assemblée de notables sans représentativité populaire ni capacité souveraine »<sup>2</sup>, constitue alors principalement un instrument nassérien pour contrer l'influence jordanienne auprès du peuple palestinien. Elle n'acquiert un début de légitimité populaire que lors de sa

---

<sup>1</sup> 33 voix pour et 13 contre. Elle recommande le partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe, Jérusalem étant placée sous contrôle international. Sur le territoire dévolu à l'Etat juif (54% de la Palestine), les juifs représentent 55% de la population.

<sup>2</sup> PICAUDOU Nadine, « *Les Palestiniens, un siècle d'Histoire* », ed. Complexe 1997

subversion progressive par les nombreux groupes de *fedayyin* de l'époque, dont le Fatah de Yasser Arafat. En février 1969, à la faveur de la désillusion de la guerre des Six Jours, celui-ci est élu président du comité exécutif de l'OLP, plaçant le Fatah en position de force en son sein. La lutte armée est alors considérée par l'OLP comme « la seule voie menant à la libération de la Palestine »<sup>3</sup>, à la lumière des succès des guérillas post-coloniales. Elle permettra également d'assurer l'unité de la Nation arabe, ce qui assure l'inscription de la lutte palestinienne dans le combat national arabe sans que l'OLP choisisse quel objectif doit être atteint en premier.

Ce n'est qu'en 1974 que l'OLP adhère au principe d'une « libération par étapes », qui vise à obtenir l'autonomie des territoires de Cisjordanie et de la Bande de Gaza sans pour autant renoncer officiellement à la reconquête de la grande Palestine. Cette évolution ne se fait pas sans heurts. Elle nécessite tout d'abord l'abandon par l'OLP de l'unité de théâtre transjordanien, chose faite officiellement en 1972 qui concrétise la rupture brutale entre le régime hachémite et Arafat à l'issue de l'écrasement des *fedayyin* par l'armée jordanienne en 1970-1971<sup>4</sup>. Pour autant, l'OLP, organisation née de la diaspora, n'est pas bien implantée dans les Territoires occupés et combat alors l'idée d'une entité palestinienne incontrôlable sur le thème de « l'Etat fantoche » en y opposant un Etat démocratique sur l'ensemble de la Palestine. C'est bien la guerre d'octobre 1973 qui va constituer le catalyseur de l'inflexion politique majeure de l'OLP. En effet, alors que le mythe de l'invincibilité de *Tsahal* se brise, la crise pétrolière qui s'ensuit conduit les deux super-grands à s'impliquer franchement dans la résolution du conflit et à tenter de régler le problème palestinien redevenu central. L'OLP, invité à participer aux négociations, est reconnu en novembre 1973 unique représentant légitime du peuple palestinien au cours du sixième sommet arabe, à la grande fureur de la Jordanie. L'Organisation est aussitôt interpellée par les Palestiniens de Cisjordanie via le nouveau Front National Palestinien, qui réclame la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Auréolée d'une nouvelle représentativité politique bientôt renforcée par sa réception en novembre 1974 à l'ONU, sommée de se prononcer clairement sur sa position vis-à-vis des Territoires, l'OLP ne peut plus évacuer le vieux débat. En juin 1974, la douzième session du CNP<sup>5</sup> adopte un programme politique qui accepte l'idée d'une étape intermédiaire sous la forme d'un « pouvoir national » dans les Territoires Occupés, sans pour autant renoncer à l'objectif

---

<sup>3</sup> Art. 9 de la Charte remaniée de 1968

<sup>4</sup> épisode plus souvent connu sous le nom de « Septembre noir »

<sup>5</sup> CNP : Conseil National Palestinien, joue le rôle d'un Parlement au sein de l'OLP

final d'un grand Etat palestinien démocratique ni reconnaître Israël. Cette inflexion profonde provoque très vite de graves fractures au sein de l'OLP et un regain d'actions terroristes revendiquées par les radicaux<sup>6</sup>, qui accusent le Fatah de brader les aspirations du mouvement de résistance nationale. Néanmoins, un virage stratégique vient d'être négocié par les « pragmatiques » de Yasser Arafat.

La défection unilatérale égyptienne du combat palestinien, concrétisée par les accords de Camp David de septembre 1978, permet un ralliement de l'ensemble des courants de l'OLP au projet d'autonomie des Territoires dès 1979 : l'heure est à l'union nationale derrière le Fatah, et ce malgré les pressions d'une Syrie jusqu'au-boutiste et des branches les plus extrémistes du mouvement, personnalisées par le groupe terroriste Abou Nidal. Mais c'est, en 1983, l'expulsion des forces palestiniennes du bastion libanais par l'armée israélienne qui fait passer les Territoires occupés de l'état de caution idéologique à celui d'enjeu vital pour l'OLP. Sans camp de base sanctuarisé, et même si elle reste une tentation symbolique forte, la lutte armée pour la libération de la Palestine n'a désormais plus d'horizon militaire pour l'Organisation. Par ailleurs, les rivalités régionales arabes continuent de provoquer des déchirures en son sein sans apporter de solution. L'heure est au glissement définitif de l'OLP vers la « société des territoires », où se jouera désormais l'avenir du mouvement national.

Lorsque la première *intifada*, dite « guerre des pierres », éclate en décembre 1987 à Gaza, l'OLP, la surprise passée, réussit à prendre la direction du soulèvement populaire. Depuis le début des années 80, la société palestinienne des Territoires Occupés adopte en effet le *sumud*, c'est-à-dire la résistance passive à l'occupation. Face aux faibles perspectives de voir un jour naître un Etat palestinien, à la dépendance économique toujours plus importante vis-à-vis d'Israël, à la multiplication des colonies juives, à la forte répression de *Tsahal*, le *sumud* consiste à développer une démographie de résistance et à se replier sur une agriculture vivrière. Or, il encourage également, de façon détournée, l'éclosion d'une *intelligentsia* frustrée<sup>7</sup> et prête à devenir le relais d'une mobilisation violente, par le biais des réseaux d'action sociale que ne tardent pas à monter le Fatah et les mouvements islamistes, en particulier les Frères musulmans. L'OLP, qui s'est peu à peu investie depuis l'échec du Liban dans la société des Territoires, n'est donc pas complètement prise au dépourvu lorsque l'enchaînement des violences débouche sur une véritable insurrection populaire. Soufflant sur les braises en Cisjordanie, elle prend le

---

<sup>6</sup> FPLP de Georges Habache, FLA, FPLP-CG d'Ahmad Jibril principalement

<sup>7</sup> En 1987, on compte 15000 diplômés de l'enseignement supérieur sans perspective d'emploi dans les territoires

contrôle de l'*intifada* via le CNU<sup>8</sup> créé pour la circonstance, et ne tarde pas à engranger les dividendes politiques du soulèvement en revenant sur le devant de la scène internationale. Certes, la première *intifada* marque également l'éclosion du Hamas, amené à devenir un interlocuteur incontournable au sein du mouvement nationaliste palestinien. Mais pour l'heure, l'OLP reste la seule à pouvoir transformer les succès de la rue en avancées politiques.

Lorsque la Jordanie, refroidie par la flambée nationaliste en Cisjordanie, y abandonne de facto ses prétentions en juillet 1988, Yasser Arafat est ainsi en mesure de faire proclamer par le CNP la naissance de l'Etat indépendant de Palestine. Cet Etat, ayant pour capitale Jérusalem et dont les frontières se conforment à la résolution 181 de l'ONU de 1947, est aussitôt reconnu par l'Egypte et la Jordanie. Pure construction théorique, il permet d'asseoir définitivement la représentativité de l'OLP ; il constitue également une reconnaissance par défaut de l'Etat d'Israël. Côté palestinien, la voie se dégage désormais pour débiter des négociations sur l'autonomie des Territoires occupés en conclusion de l'*intifada*. Cela prendra du temps, l'OLP devant retrouver une assise politique après son soutien à l'Irak lors de la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe. Mais à la veille du « processus de paix d'Oslo », on peut mesurer la maturation politique de l'OLP, passée d'organisation combattante clandestine animée par la diaspora palestinienne et visant à la destruction d'Israël, à une entité politique représentative du peuple palestinien envisageant d'exercer des responsabilités étatiques côte à côte avec Israël. On mesure également les concessions faites au projet originel, sources de tous les déchirements à venir au sein du mouvement nationaliste palestinien.

## ii. Le « grand saut » de Yasser Arafat

Le 13 septembre 1993, le monde entier salue la poignée de main, qualifiée d'historique, entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin lors de la signature de la déclaration de Washington. Cette « déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie » fixe le cadre d'une période intérimaire d'autonomie palestinienne dans la bande de Gaza et à Jéricho d'une durée de cinq ans, devant précéder un « arrangement permanent fondé sur les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité de l'ONU ». Elle est

---

<sup>8</sup> CNU : « Commandement National Unifié pour l'intensification du soulèvement sur la terre occupée »

issue de longues négociations débutées à Madrid sous l'égide américaine en 1991, peu constructives jusqu'à l'arrivée au pouvoir des travaillistes en Israël en juin 1992. Si cette déclaration suscite d'immenses espoirs, le déséquilibre des contreparties doit être souligné. Ainsi, alors que l'OLP reconnaît officiellement l'Etat d'Israël et renonce au terrorisme, Israël se contente de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien. Par ailleurs, en Cisjordanie, seule l'enclave de Jéricho est concernée par la déclaration. Enfin, le règlement des points les plus déterminants (Jérusalem, les réfugiés, les implantations, les arrangements en matière de sécurité, les frontières, l'eau, les relations et la coopération avec d'autres voisins) est renvoyé à la phase finale des négociations. Dès le 25 septembre 1993, Yasser Arafat appelle à la fin de l'*intifada*.

Deux textes viennent compléter la déclaration : l'accord du Caire de mai 1994 décrivant les modalités d'application d'entrée en vigueur de l'autonomie, et l'accord « Oslo II » de septembre 1995 qui concerne l'ensemble de la Cisjordanie<sup>9</sup>. Les prérogatives palestiniennes portent sur les domaines de l'éducation, la culture, la santé, les affaires sociales, la fiscalité et la police. Mais Israël continue d'exercer les responsabilités de politique extérieure et de défense, et conserve un droit de veto sur les décisions prises par l'Autorité palestinienne. Par ailleurs, l'armée israélienne continue d'exercer son contrôle sur les colonies et les axes stratégiques. Enfin, l'autorité législative du Conseil de l'autonomie palestinienne est très limitée.

Finalement, l'OLP et son dirigeant charismatique effectuent en 1993 le grand saut, passant du combat nationaliste idéaliste à l'administration pratique de territoires qui ne représentent pas, loin s'en faut, la Palestine du mandat britannique de 1920. Ce choix – ce renoncement ?- n'est certes pas partagé par l'ensemble des acteurs palestiniens, comme en témoigne par exemple la difficulté pour le CNP d'élaborer une nouvelle Charte de l'OLP en conformité avec la reconnaissance mutuelle de 1993. C'est pourtant bien à la nouvelle Autorité palestinienne que va revenir la responsabilité de réprimer le radicalisme islamiste, nouveau porte-drapeau des visions géopolitiques maximalistes palestiniennes.

---

<sup>9</sup> La Cisjordanie est divisée en 3 zones : la zone A couvrant moins de 4% de la Cisjordanie et 20% de la population palestinienne passe sous le contrôle de l'autorité palestinienne qui détient les pouvoirs civils et de police (elle comprend notamment les sept grandes villes palestiniennes que sont Jenine, Qalqily, Tulharm, Naplouse, Ramallah, Bethléem, une partie d'Hébron, mais elle exclut Jérusalem-Est) ; la zone B, comprenant 23% de la Cisjordanie et 70% de la population palestinienne, passe partiellement sous le contrôle de l'autorité palestinienne qui détient seulement les pouvoirs civils, le gouvernement israélien continuant d'y assumer la responsabilité de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme ; la zone C, recouvrant 73% de la Cisjordanie mais 10% seulement de la population palestinienne, reste sous l'autorité totale d'Israël, cette zone étant essentiellement occupée par les colonies israéliennes.

b. Le processus de paix

i. L’Autorité palestinienne entre le marteau et l’enclume

La police palestinienne est la première structure mise en place dans les Territoires. Symbole d’une forme de souveraineté retrouvée, elle répond également aux vœux initiaux d’Israël, qui voit en l’Autorité palestinienne la nouvelle carte à jouer pour contrecarrer les terroristes radicaux devenus dangereux, en particulier le Hamas qui commet ses premiers attentats-suicides en Israël après le massacre de la mosquée d’Hébron en février 1994. De fait, la pression est immédiatement mise sur Yasser Arafat pour agir avec la plus grande énergie, ce d’autant plus que ses structures administratives naissantes n’ont pas à s’encombrer des préoccupations inhérentes à un Etat de droit plus classique. Or, après l’assassinat par un extrémiste israélien du travailliste Rabin en novembre 1995, le nouveau gouvernement de Tel-Aviv substitue, à la logique « les territoires contre la paix », celle de « la paix contre la paix » : tout en continuant le processus de colonisation en Cisjordanie, il sanctionne chaque attentat islamiste par des bouclages de territoire qui discréditent et stigmatisent l’Autorité palestinienne auprès de la communauté internationale et des Palestiniens eux-mêmes. Cette évolution israélienne provoque une grande désillusion parmi les habitants des Territoires, qui avaient accompagné avec espérance le début du processus de paix ; par contraste, le discours populiste du Hamas et ses actions kamikazes vengeresses contre l’occupant rallient de plus en plus de sympathisants. La position de Yasser Arafat devient donc vite intenable, entre les bouclages israéliens musclés sanctionnant les attentats et la répression envers les islamistes qui provoquent la colère des populations. Ceci explique sans doute en partie l’ambivalence de son attitude, qui se retrouve dans les allocutions officielles. Ainsi, alors que les services de sécurité palestiniens se félicitent auprès d’Israël de l’exécution en janvier 1996 de Yahyah Ayyach, dit « l’ingénieur », inventeur des ceintures d’explosifs destinés aux kamikazes du Hamas, Yasser Arafat le désigne lors de ses obsèques comme un « combattant sacré », « le meilleur de nos fils »<sup>10</sup>. De même, les arrestations effectuées par l’Autorité au sein des activistes islamistes se caractérisent par une grande confusion, variant au gré de l’évolution des rapports ambigus entre l’OLP et le Hamas : des peines de mort sont ainsi prononcées arbitrairement quand des responsables d’attentats sont libérés sans plus d’explications, au

---

<sup>10</sup> PAVLOWSKY Agnès, « *Hamas ou le miroir des frustrations palestiniennes* », ed. L’Harmattan 2000

grand dam d'Israël. Il ne faut pourtant pas sous-estimer les effets de la répression parfois sanglante<sup>11</sup> envers les islamistes orchestrée par l'Autorité palestinienne, qui cherche avant tout à couper le Hamas de ses bases populaires en fermant les institutions sociales liées au mouvement : le 2 février 1998, le chef spirituel du Hamas, cheikh Ahmed Yacine, dit ainsi : « Notre branche militaire rencontre de nombreuses difficultés qui viennent surtout de l'accord entre les Américains, les Israéliens, les Palestiniens...pour l'instant la pression qui pèse sur nous est trop forte ». Mais en voulant préserver le processus de paix face à un gouvernement israélien intransigeant qui sanctionne lourdement chaque dérapage terroriste, Yasser Arafat perd de très nombreux partisans.

Sur le fil du rasoir dans sa lutte contre le terrorisme, l'Autorité palestinienne n'apparaît pas moins dans une situation précaire sur le plan de la légitimité politique. Si les élections du Conseil de l'autonomie palestinienne de janvier 1996 consacrent une écrasante victoire du Fatah, les précédents tenants de l'Exécutif palestinien sont reconduits dans leurs fonctions. Issus de l'appareil extérieur de l'OLP, ces « Tunisiens », comme les appellent avec mépris les Palestiniens des Territoires, exportent des pratiques de népotisme et d'arbitraire bureaucratiques issues de la culture militarisée des mouvements de libération de la diaspora. Cette dérive autoritaire va de pair avec une dégradation des conditions économiques, due d'une part à la multiplication des bouclages et des check points israéliens qui aggravent le chômage, et d'autre part à la corruption et au gaspillage<sup>12</sup> des fonds en provenance de l'aide internationale. Ainsi, sans véritable opposant dans les urnes –le Hamas refuse un jeu démocratique issu des Accords d'Oslo qu'il ne reconnaît pas-, l'OLP voit sa popularité se dégrader très significativement alors que la période transitoire approche de son terme.

## ii. Un processus transitoire inachevé

La période intérimaire à l'issue de laquelle devait s'amorcer le règlement définitif du problème palestinien était censée prendre fin le 04 mai 1999. Elle est toujours en cours. A ce jour, aucune des questions de fond relatives au statut final d'un Etat palestinien

---

<sup>11</sup> le 18 novembre 1994, un violent affrontement armé a lieu entre forces de sécurité palestiniennes et *hamsaouis*, qui fera douze morts

<sup>12</sup> cf Agnès PAVLOWSKY « en juin 1997, le comité du budget et des affaires financières du conseil législatif a examiné les comptes concluant que la corruption est un fait, mais que le gaspillage dû à une mauvaise gestion est bien plus grave encore. Selon ce comité, les pertes s'élevaient, cette année là à trois cent vingt six millions de dollars », op. cit. p.64

(Jérusalem, les réfugiés, le démantèlement des colonies, les délimitations territoriales, la souveraineté en matière de politique étrangère) n'a trouvé de solution.

Lorsque, à l'issue des accords de Wye Plantation et Charm el Cheikh, l'administration américaine tente de provoquer un accord définitif via le sommet de Camp David II (juillet 2000), nous sommes dans un contexte de fin de mandat aux USA et en Israël peu propice à des négociations sereines. C'est un échec, que l'Histoire semble attribuer à l'intransigeance de Yasser Arafat concernant la question des réfugiés et le statut de Jérusalem. Certes, les propositions israéliennes lors du Sommet semblent alléchantes (création d'un Etat palestinien sur 95 % voire 97 % de la Cisjordanie et sur l'ensemble de la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est comme capitale), même si non négociables. Pourtant, l'absence de références concrètes, en particulier cartographiques, de la part d'Ehud Barak<sup>13</sup> tend à relativiser cette appréciation compte tenu du morcellement actuel du territoire cisjordanien (voir annexe cartographique).

L'échec de Camp David II marque, pour Israël, la disqualification de Yasser Arafat en tant qu'interlocuteur crédible et le début d'une politique de règlement unilatéral. Ainsi, lorsque débute en septembre 2000 la deuxième –on n'ose dire la seconde- *intifada*, guerre vengeresse issue des frustrations de l'échec du processus de paix qui porte les coups au cœur même d'Israël, la préoccupation sécuritaire devient le principal souci de Tel-Aviv, qui prend des décisions unilatérales emblématiques de l'échec du processus de paix : préparation du retrait de la bande de Gaza, renforcement des colonies en Cisjordanie<sup>14</sup>, édification d'un mur de séparation.

L'arrivée au pouvoir de Mahmoud Abbas au sein de l'Autorité palestinienne et l'implication nouvelle de l'Administration Bush semblent favoriser la relance du processus de paix, sur les traces de la « Feuille de route » d'avril 2003 jusqu'alors battue en brèche. Mais la mort de Yasser Arafat ne bouleverse ni les équipes dirigeantes palestiniennes en place (22 ministres sur 26 sont pour l'instant issus de la précédente équipe gouvernementale) ni le profond clivage entre pragmatiques et populistes.

---

<sup>13</sup> Hussein AGHA, Robert MALEY, "Camp David :The tragedy of errors", The New York Review of Books, juillet 2001.

<sup>14</sup> « Entre 2001 et 2003, la population des implantations juives dans les territoires s'est accrue de 16 %, dont 4,5 % pour la seule année 2003 », Guy PENNE, Danielle BIDARD-REYDET, Jean FRANCOIS-PONCET, rapport d'information du Sénat n°340, 09 juin 2004

## c. Le grand clivage

### i. Les « pragmatiques »

Il apparaît désormais utile de définir le projet géopolitique de ceux que l'on a coutume d'appeler les « pragmatiques », en l'occurrence l'Autorité palestinienne actuelle, largement dominée par le Fatah. De fait, la tâche n'est pas aisée tant ce projet, souvent en inadéquation avec les ambitions régionales des grands voisins arabes, semble s'être modelé au gré des circonstances et des coups de théâtre sur la scène diplomatique. Tentons d'en broser les grandes caractéristiques :

- Les revendications de l'Autorité palestinienne s'appuient sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans son acceptation « européenne » (retrait israélien des territoires occupés). Les frontières du futur Etat palestinien souverain sont ainsi clairement désignées, et correspondent aux tracés de la bande de Gaza et de la Cisjordanie d'avant la guerre israélo-arabe de 1967. Jérusalem-Est en constituerait la capitale, dans le cadre de responsabilités administratives partagées et d'un modus vivendi sur les Lieux Saints à déterminer.
- La résolution 242 somme de « réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ». De ce point de vue, le discours des « pragmatiques » est-il si différent de celui des radicaux, qui réclament un « droit au retour » en Israël sans concessions pour 3 à 4 millions de personnes susceptible de remettre en cause la judaïté de l'Etat ? L'ambiguïté demeure. L'Administration américaine attribue ainsi l'échec de Camp David II à Yasser Arafat et à son intransigeance quant à la question du droit au retour. Pourtant, d'autres témoignages<sup>15</sup> indiquent que, sans revenir sur le *principe* du droit au retour, non négociable, Arafat aurait pu s'accorder sur des compensations essentiellement financières plutôt qu'un retour massif de réfugiés – dont la volonté de revenir s'implanter en Israël, sur les sites ré-urbanisés de villages détruits depuis longtemps, est sujette à caution. Quoiqu'il en soit, la question des réfugiés demeure un problème central pour l'Autorité palestinienne, non encore tranché par Mahmoud Abbas qui, lors d'une visite dans les camps libanais durant sa campagne

---

<sup>15</sup> ENDERLIN Charles, « *Le rêve brisé* », ed Fayard, 2002

électorale, déclarait « que nos cœurs ne trouveront pas de repos tant que nous n'aurons pas obtenu le droit au retour pour notre peuple et mis un terme à la tragique question des réfugiés ». Si l'on devine un double langage (l'Administration américaine, intransigeante sur cette question, déclare considérer le nouveau Président de l'Autorité comme un partenaire fiable dans le cadre du processus de paix), il n'en demeure pas moins que la dialectique du leader palestinien sur les réfugiés est commune, à quelques subtilités près, à l'ensemble des tendances du mouvement nationaliste.

- L'Autorité palestinienne reconnaît l'Etat d'Israël et son droit à vivre en paix. Elle renonce au terrorisme<sup>16</sup>. Plus encore, Yasser Arafat a déclaré « qu'il [comprendait] certainement qu'Israël [doive] préserver son caractère comme État juif »<sup>17</sup>, ce qui exclut le projet de phagocyter Israël par une mécanique démographique alliée au retour massif des réfugiés. La perspective géopolitique est donc bien celle de deux Etats voisins indépendants et souverains aux rapports pacifiés.

Ce projet, fruit de la maturation politique de l'OLP et de son adaptation aux circonstances et aux nécessités, constitue évidemment une somme de renoncements aux idéaux du mouvement nationaliste originel. De fait, « en engageant sa légitimité dans l'accord [d'Oslo], l'OLP a perdu sa capacité à assurer le consensus interpalestinien »<sup>18</sup>. Pour de nombreux activistes nationalistes, les Accords d'Oslo constituent une véritable défaite qui consacre la victoire des thèses israéliennes et brade les revendications nationales palestiniennes immuables. Une Palestine reconstituée dans les limites du mandat britannique de 1920 semble constituer la plus improbable d'entre elles.

## ii. Les partisans d'une « étape intermédiaire »

La position tout à fait exceptionnelle qu'occupait Yasser Arafat au sein du mouvement nationaliste palestinien et ses nombreux cumuls de fonction ont pu masquer la grande diversité des courants et influences du jeu politique palestinien, jusqu'au sein même

---

<sup>16</sup> Lettre de reconnaissance de Yasser Arafat, annexée à la déclaration de principe de septembre 1993

<sup>17</sup> Quotidien israélien *Haaretz*, interview du 18 juin 2004

<sup>18</sup> PICAUDOU Nadine, *op.cit.*, pp. 256-257

de l'OLP. Outre le Fatah, mouvement dominant dont Arafat était chef du Conseil central, l'OLP compte ainsi dans ses rangs des partis représentant tout le spectre de la gauche : le FPLP<sup>19</sup> fondé par Georges Habache et le FDLP de Nayef Hawatmeh qui en émane, tous deux marxistes, le PPP ex-Parti Communiste palestinien, le FLP et la Fidah proche du Fatah, le Mouvement Palestinien des Verts... Leur appartenance à l'OLP n'a pas toujours été de soi tout au long de l'histoire tumultueuse de l'Organisation. Par ailleurs, de nombreux autres mouvements sont enregistrés auprès de l'Autorité<sup>20</sup>, qui baasistes, qui islamistes ; si l'on compte les partis non enregistrés, on peut considérer qu'il existe une soixantaine de partis politiques palestiniens différents<sup>21</sup>. Certains sont le simple reflet de l'influence de notables locaux, d'autres décrivent des tendances politiques lourdes ; tous revendiquent leurs particularismes. A titre d'exemple, lors de l'élection du 09 janvier 2005 pour la présidence de l'Autorité palestinienne d'autonomie, la gauche palestinienne a tenté de se mettre d'accord sur un candidat unique ; mais, alors que le FPLP est contre les Accords d'Oslo, le FDLP a inclus la « feuille de route » dans son programme, tandis que le PPP émet un avis différent sur l'interprétation du droit au retour... Finalement, 3 candidats différents seront soutenus contre Mahmoud Abbas et largement battus.

S'il est ainsi risqué d'en brosser un portrait global, on peut dire que la gauche palestinienne, qui avait initialement fait front contre le processus d'Oslo en 1993 dans le cadre de « l'alliance des Dix », a aujourd'hui des vues plus mesurées. N'hésitant pas à se risquer à des actions violentes dans les Territoires, elle tente de s'affirmer comme une alternative crédible aux islamistes dans l'opposition palestinienne. Son objectif principal reste la création d'un Etat palestinien démocratique bi-national, mais elle accepte plus ou moins, pour y arriver, de passer par une étape intermédiaire avec la coexistence d'Israël et d'un petit Etat palestinien. Elle combat les positions de l'Autorité palestinienne actuelle, jugées trop conciliantes vis-à-vis d'Israël et du grand allié américain. Malgré ses divisions, et contrairement à ce que pourrait laisser suggérer le résultat des dernières élections présidentielles<sup>22</sup>, l'Autorité palestinienne ne peut ainsi se prévaloir d'une belle unanimité de vues à l'intérieur même des Territoires occupés, parmi les courants politiques disposés à jouer le jeu électoral. Ces multiples divergences devraient aller s'amplifiant après la mort

---

<sup>19</sup> FPLP : front Populaire de Libération de la Palestine ; FDLP : Front démocratique de Libération de la Palestine ; PPP : Parti Populaire palestinien ; FLP : Front de la Lutte Populaire

<sup>20</sup> Rappelons que, en théorie, le président de l'Autorité élu au suffrage universel peut différer du chef du Comité Exécutif de l'OLP, qui lui-même peut être distinct du chef du Conseil central du Fatah

<sup>21</sup> LEGRAIN Jean-François, « *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* », 1996/3-4

<sup>22</sup> 62,32% des votants ont choisi Mahmoud Abbas, ce qui ne représente en fait que 26,72% des électeurs potentiels étant donné le faible nombre d'inscrits sur les listes

d'Arafat, car le père du nationalisme palestinien, de part son poids historique, bloquait toute possibilité d'alternance au sein de l'OLP. L'opposition nationaliste islamiste, quant à elle, refusait jusqu'alors de s'inscrire dans le jeu électoral lié aux accords d'Oslo ; son influence dans les Territoires n'en est pas moins très importante.

iii. Le nationalisme islamiste et la Palestine d'avant 1948 : un idéal inaccessible au service d'une volonté de puissance

Des trois principaux mouvements terroristes qui continuent aujourd'hui à frapper à l'intérieur du territoire israélien, deux appartiennent au nationalisme islamiste palestinien. Leur importance politique n'est pourtant pas équivalente : en effet, si le Jihad islamique, dissidence du milieu des années 70 des Frères musulmans, n'a jamais voulu occuper le champ politique et constitue avant tout un groupuscule dont le seul mode d'action est l'action violente, le Hamas (« *enthousiasme* ») ou Mouvement de la Résistance Islamique est particulièrement bien implanté politiquement dans les Territoires, au point d'être devenu l'alternative principale à l'Autorité palestinienne. Directement issu des Frères musulmans de Palestine alors dirigés par le cheikh Ahmed Yassine lors de la première *Intifada*, le Hamas s'appuie sur l'implantation socio-caritative traditionnelle des Frères dont il tire une influence considérable auprès des masses palestiniennes. Face à une Autorité corrompue et impuissante à redresser l'économie des Territoires, il s'érige en défenseur des pauvres et en réparateur des injustices, subventionne les étudiants, aide les familles les plus démunies (en particulier celles dont sont issus ses kamikazes) tout en prônant la réislamisation de la société selon le schéma désormais classique de propagation de l'intégrisme islamique que l'on retrouve en Algérie par exemple. L'originalité du Hamas tient dans son cadre authentiquement nationaliste : il n'a pas de vocation islamique internationale, mais vise uniquement à la libération du territoire palestinien « du Jourdain à la Méditerranée » et à l'instauration de la Charia. A ce titre, le Hamas refuse d'internationaliser le conflit et de commettre des attentats en-dehors du territoire de la Grande Palestine. Cette sacralisation du nationalisme<sup>23</sup> constamment revendiquée laisse peu de place pour le compromis, ce qui permet au mouvement d'être auréolé d'une réputation de pureté et d'intransigeance fort séduisante pour de nombreux Palestiniens à

---

<sup>23</sup> Charte du Hamas, art.12 : « *Le Nationalisme, du point de vue du Mouvement de Résistance Islamique, fait partie du credo religieux* »

l'amertume grandissante. En fait, le Hamas se présente aujourd'hui comme le seul détenteur des revendications nationalistes palestiniennes originelles (ce qu'il appelle les « droits référents ») alors défendues par l'OLP face à un pouvoir capitulaire et compromis : l'Autorité palestinienne. Cette vision est loin d'être marginale. Reconnaître Israël, c'est en effet abandonner une terre palestinienne indispensable au Retour des exilés de la « Nakba » (la « catastrophe » de 1948) impossible uniquement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza du fait de l'exiguïté des terres. Cela revient de fait à nier l'appartenance de ces réfugiés à la nation palestinienne et met en danger l'identité palestinienne elle-même : ce « nationalisme sans concessions est [ainsi] l'expression de la peur de disparaître collectivement en tant que peuple, en perdant la mémoire »<sup>24</sup>. Par ailleurs, les Palestiniens radicaux se refusent à prendre acte des décisions de l'ONU relatives à la légalité de l'Etat d'Israël, car ce serait légitimer leur propre spoliation : face à l'injustice, la résistance armée, même désespérée, apparaît comme le ferment de l'identité collective et la seule conduite honorable possible. L'objectif visé est inaccessible à court terme, sauf à considérer qu'Israël accepte un jour le retour de tout réfugié qui le désire sur son propre territoire (véritable fil rouge israélien), ou que la mécanique démographique porte une population arabe israélienne, dont la fidélité aux thèses nationalistes palestiniennes reste à démontrer, à parité de la population juive<sup>25</sup>. Mais l'essentiel est-il là ? Les résultats du Hamas aux élections municipales partielles du 28 janvier 2005 dans les Territoires occupés<sup>26</sup> démontrent l'assise formidable des thèses populistes chez des Palestiniens désabusés par l'après-Oslo, alors même que l'élection de Mahmoud Abbas début janvier à la tête de l'Autorité palestinienne semblait marquer une relance du processus de paix traditionnellement néfaste à la popularité des mouvements radicaux. Ces thèses sont par ailleurs extrêmement populaires dans les camps de réfugiés palestiniens, même si ceux-ci ne peuvent s'exprimer par le vote. Le refus du processus de paix et l'intransigeance d'un projet géopolitique radical permettent donc aux islamistes d'envisager l'obtention d'un véritable pouvoir politique au plan local sur une base légitime. De plus, le caractère lointain de la reconquête d'une grande Palestine fait envisager sereinement l'avenir, drapé dans la pureté de ses actes et de ses convictions, loin de l'épreuve de l'action gouvernementale :

---

<sup>24</sup> PAVLOWSKY Agnès, op. cit., p.154

<sup>25</sup> Certaines projections démographiques estiment que la parité entre arabes israéliens et Juifs pourrait être réalisée d'ici environ 70 ans, hors émigration de la diaspora juive et rapprochements familiaux de conjoints palestiniens des Territoires occupés

<sup>26</sup> Dans la bande de Gaza, le Hamas remporte 77 sièges contre 26 pour le Fatah ; en Cisjordanie, les deux organisations se partagent équitablement les sièges dans des villes traditionnellement favorables au Fatah. La participation à ces élections avoisine les 85%, score très important par rapport à celui de l'élection du successeur de Yasser Arafat (71%) boycottée par les mouvements islamistes.

hormis la promesse d'imposer la charia, il est ainsi frappant de constater que le Hamas n'a publié à ce jour aucun projet détaillé d'Etat palestinien. Mais qui pourrait nier la sympathie actuelle d'une grande partie (une majorité ?) du peuple palestinien pour les opposants au processus de paix ?

Les rapports tendus entre le Hamas et l'OLP ne sont pourtant pas ceux de deux ennemis, mais ressemblent plutôt à « une étrange relation d'amour-haine dans laquelle le Hamas s'adresse à l'OLP comme à un père égaré tandis que l'OLP tend à considérer le Hamas comme un fils dévoyé »<sup>27</sup>, au gré des volte-faces passées du Président Yasser Arafat. On aurait tort en tous cas de croire que l'actuel dirigeant de l'OLP et de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, peut imposer au Hamas une quelconque trêve pour faciliter les négociations avec Israël : ce sont au contraire les mouvements islamistes qui semblent dicter le calendrier des pourparlers, interrompant leur cours par des attentats kamikazes ou des tirs de roquettes artisanales al-Qassam lorsque les concessions israéliennes sont jugées insuffisantes ou trop lentes. Alors que la geste des *chahid* (martyrs) est connue de tous les enfants palestiniens qui s'échangent leurs photos à collectionner, les dernières élections municipales partielles dans les Territoires autonomes nous prouvent la profonde assise populaire du Hamas, qui refuse les accords d'Oslo et la participation aux élections présidentielles qui en découlent. Sous peine de perdre toute légitimité, l'Autorité palestinienne est donc à ce jour obligé de négocier avec le Hamas, tout en tentant de relancer un processus de paix moribond qui sous-entend la neutralisation des groupes terroristes : une quadrature du cercle qui avait déjà sonné le glas des Accords d'Oslo et abouti au déclenchement de l'*intifada al-Aqsa*.

---

<sup>27</sup> PICAUDOU Nadine, op.cit., p. 233

## 2. Les fractures de la société palestinienne : un héritage historique

### a. Les réfugiés

#### i. Rétrospective et caractéristiques

On estime à environ 900 000 le nombre de Palestiniens à avoir quitté leur foyer durant les événements de 1947 à 1949, en quatre vagues successives d'inégale importance. Ont-ils été chassés de leurs foyers par peur des exactions sionistes ? Ont-ils été encouragés à partir par des responsables locaux, afin de donner plus de légitimité aux combats de reconquête à venir ? Sans doute un peu des deux, même s'il est bien difficile de trouver des sources fiables sur ce sujet particulièrement tabou dans les deux camps. « Au total, parmi les “ Arabes de Palestine ”, environ 8% se retrouvèrent en 1948 dans le nouvel Etat d'Israël, environ 31% sous occupation jordanienne, et 61% dans les 57 camps de réfugiés répartis dans le monde arabe, dont 55% en Jordanie (24 camps), 22% dans la bande de Gaza (8 camps), 14% au Liban (15 camps) et 9% en Syrie (10 camps) »<sup>28</sup>. Ces réfugiés sont immédiatement mal perçus par les pays d'accueil, entre crainte pour la cohésion nationale et ressentiment à l'égard de voisins arabes moins impliqués. En mai 1950, l'UNRWA<sup>29</sup> est spécifiquement créée pour venir en aide aux réfugiés palestiniens du Liban, de Jordanie, de Syrie, de Cisjordanie et de la bande de Gaza, ce qui exclut à ce jour environ 25% du nombre total des réfugiés<sup>30</sup>. Après la Guerre des Six Jours de 1967, 200000 « déplacés » supplémentaires (dont la moitié étaient déjà « réfugiés » depuis 1948 en Cisjordanie) abandonnent les Territoires occupés ; la plupart prennent le chemin de la Jordanie.

Selon les sources palestiniennes, on dénombrait en 1997 à peu près 8 millions de Palestiniens, dont plus de 2,5 millions en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et plus d'un million en Israël, devenus citoyens israéliens. La diaspora palestinienne « extérieure » représenterait donc plus de 4 millions de personnes, vivant principalement en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Arabie Saoudite et aux Etats-Unis. Sur ces 4 millions, à peu près un

---

<sup>28</sup> BARBERET Sandra, « Réfugiés ou diaspora palestinienne ? Variations identitaires autour de la question du Retour : entre terroir originel, territoire national et pays d'attachement », Mémoire 4<sup>ème</sup> année IEP Rennes sous la direction de Dominique MALIESKY, 2001

<sup>29</sup> UNRWA : United Nations Relief and Works Agency

<sup>30</sup> Réfugiés hors pays suscités, populations déplacées à l'intérieur d'Israël et devenus Israéliens, habitants de la bande de Gaza et de Cisjordanie déplacés pour la première fois lors de la guerre de 1967 principalement

million de Palestiniens vivent encore dans une soixantaine de camps de réfugiés répartis au Moyen-Orient.

La société palestinienne déracinée de 1948 était essentiellement rurale, et privilégiait l'appartenance à un village ou une tribu plutôt qu'à une nation, même si la bourgeoisie citadine qui commence à véhiculer une idée nationale est également concernée par la *Nakba*. L'exode s'effectue par pans entiers de la société palestinienne, village par village, et ses structures claniques se recomposent naturellement à l'extérieur, en particulier dans les premiers camps, où l'on retrouve le rôle traditionnel joué par les notables et les autorités locales et l'organisation sociale d'avant-guerre. Puis, petit à petit, une identité nationale va se forger, essentiellement par la prise de conscience d'une communauté de destin des exilés, et par « l'expérience de la marginalité et la confrontation avec les populations des pays d'accueil et leurs autorités »<sup>31</sup> : c'est bien l'exil qui a « permis » l'émergence rapide d'une identité palestinienne et la naissance de l'OLP...ce qui explique le poids prépondérant du problème du droit au Retour dans toutes les négociations, alors même que le compromis territorial que représente l'édification d'un Etat palestinien à côté d'un Etat israélien reconnu scelle l'abandon de ce mythe fondateur.

Les réfugiés palestiniens fondent depuis les origines la légalité de leur combat pour le droit au Retour sur la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948, qui permet « aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins...des indemnités [devant] être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer...et pour tout bien perdu ou endommagé », renforcée par la résolution du 11 mai 1949 par laquelle Israël s'engage, pour devenir membre des Nations Unies, à respecter la résolution 194. La Guerre des Six Jours va pourtant provoquer un glissement sémantique aux Nations Unies, puisque la résolution 242 du Conseil de sécurité ne parle plus que d'un « juste règlement du problème des réfugiés » ; ce glissement sémantique est aujourd'hui logiquement suivi dans les faits avec le compromis territorial avalisé par l'Autorité palestinienne, même si un double langage sur ce sujet tabou persiste, nous l'avons précédemment souligné. Les aspirations de la diaspora ont-elles évoluées par ailleurs ?

---

<sup>31</sup> BARBERET Sandra, op. cit., p. 19

## ii. Ses aspirations aujourd'hui

La diversité de la diaspora palestinienne invite à la prudence pour situer les aspirations des uns et des autres. De quelle diaspora parle-t-on ? Les réfugiés de 1948 ? Parmi ceux-ci, ceux du Liban ? Les déplacés de 1967 ? Les arabes israéliens ? Chez les communautés palestiniennes en voie de « diasporisation », c'est-à-dire d'assimilation dans les pays d'accueil, l'effondrement du mythe du Retour semble accompagné par une résignation dépassionnée, car très peu d'individus seraient prêts à s'installer dans les Territoires : il s'agit des Palestiniens réfugiés en Jordanie (soit plus d'un million et demi de personnes), en Europe et aux Etats-Unis (entre 250000 et 300000 personnes). Pour les réfugiés palestiniens installés dans les autres pays arabes, et particulièrement au Liban (entre 200000 et 400000 individus), la rancœur devant l'abandon de fait du Retour est grande. Pourtant, contrairement aux idées reçues, les Accords d'Oslo n'ont pas été forcément vécus comme une trahison des mythes fondateurs par « l'extérieur », car à ce ciment national succédait un autre : l'opportunité de construire un Etat palestinien, même imparfait. Ce sont bien les « déboires économiques, les balbutiements du processus de paix...le centralisme de l'Autorité »<sup>32</sup> qui n'ont pas permis cette substitution et ont laissé la voie libre à un repli désespéré sur les « droits référents » dont profitent les mouvements islamistes radicaux (Hamass, Jihad islamique). Enfin, les arabes israéliens (les « réfugiés de l'intérieur »), quoique musulmans et attachés à leur identité palestinienne, ont dans leur très grande majorité développé une stratégie d'intégration après 1966 visant faire reconnaître par le jeu démocratique leurs droits, y compris à la terre. Ce faisant, ils sont allés à l'encontre des stratégies de l'OLP, d'où « un sentiment de trahison, parce qu'ils [ne sont] pas exilés...[C'est] le comble de la schizophrénie de l'identité nationale palestinienne »<sup>33</sup>. La plupart d'entre eux n'imaginent pas abandonner leur citoyenneté israélienne pour vivre dans un hypothétique Etat palestinien, à la satisfaction de l'OLP qui les considère sans doute comme une sorte de moyen de pression sur un territoire israélien inaccessible<sup>34</sup>. Ils représentent aujourd'hui 19% de la population israélienne, avec un poids démographique sans cesse grandissant qui inquiète les autorités israéliennes.

On le voit, la diaspora palestinienne représente autant de cas spécifiques qui induisent une appréhension politique chaque fois particulière, et brisent l'illusion d'un

---

<sup>32</sup> PAVLOWSKY Agnès, op. cit., p.20

<sup>33</sup> TAMARI Salim, "*Palestinian refugee negotiations from Madrid to Oslo II*", Institute for Palestine studies, 1996

<sup>34</sup> BARBERET Sandra, op. cit., p. 40

organe représentatif unique capable d'exprimer les revendications de tous au sein d'un seul projet. Intéressons-nous maintenant à « l'intérieur », les Palestiniens des Territoires autonomes.

## b. Les Palestiniens des Territoires

### i. Caractéristiques

On compte environ 3 millions de Palestiniens dans les Territoires occupés. La Cisjordanie, qui représente 93% de l'ensemble des territoires occupés (5800 km<sup>2</sup>), abrite à peine 55% de cette population palestinienne -dont 600 000 réfugiés des combats de 1948 (26% à peine vivent dans des camps)- dans 12 centres urbains et 430 villages et conserve de vastes zones rurales ; la bande de Gaza, sur 6% de la superficie totale (360 km<sup>2</sup>), est occupée par 37% de cette population dans des villes et camps surpeuplés et misérables (2800 hab./km<sup>2</sup>, record mondial), dont 800 000 réfugiés de 1948 (55% vivent dans des camps). Jérusalem-Est compte environ 200 000 Palestiniens (et 150 000 Israéliens). Les colonies juives en Cisjordanie sont par ailleurs très nombreuses (environ 150), et morcellent l'ensemble du territoire ; environ 175 000 colons y vivent protégés par Tsahal. Enfin, la bande de Gaza côtière et la Cisjordanie montagneuse sont pratiquement coupées l'une de l'autre, un mince couloir fréquemment condamné par Tsahal étant censé servir de passerelle entre les deux. La population des Territoires se partage principalement entre des ruraux installés depuis des générations qui n'ont pas fui l'occupation sioniste et des réfugiés de 1948 qui n'ont pas voulu ou pu être déplacés lors de l'arrivée de Tsahal en 1967. Elle occupe une place particulière dans le mouvement nationaliste palestinien qui s'est bâti autour de la Nakba et des réfugiés de l'extérieur : longtemps considérée comme quantité négligeable par l'OLP, elle prend une importance primordiale après la déroute libanaise de 1983 et surtout lors du déclenchement de la première *Intifada*, révolte populaire liée à une revendication d'autonomie territoriale qui se démarque du discours d'Arafat. Devenue l'élément central du mouvement nationaliste, la population des Territoires produira à travers l'*Intifada* de jeunes leaders issus des classes étudiantes désœuvrées, qui se confronteront aux caciques du Fatah à leurs yeux illégitimes pour reprendre les rênes parce que n'ayant jamais connu l'occupation. Cette défiance à l'égard

des Tunisiens demeure encore aujourd'hui et constitue un élément important du jeu politique palestinien.

La démographie palestinienne dans les Territoires Autonomes est exceptionnelle : la fécondité varie de 8 enfants par femme en Cisjordanie à 9,8 enfants par femme dans la bande de Gaza<sup>35</sup>, ce qui donne un taux d'accroissement naturel moyen de 4,5%, soit un doublement de la population tous les 20 ans (tous les 65 à 69 ans pour la population juive) ! Cette démographie tout à fait unique au monde, qui permettra d'atteindre la parité entre juifs et arabes en Palestine d'ici moins de 10 ans, peut être considérée comme une démographie de résistance à l'occupant. Elle accroît par ailleurs les grandes difficultés économiques dans les Territoires.

L'Autorité palestinienne est totalement dépourvue de ressources minérales ou métalliques, de pétrole et de charbon. Elle dispose de faibles ressources en gaz offshore et développe un réseau pipeline pour approvisionner ses populations. Ses ressources énergétiques intérieures se limitent à une production restreinte de biomasse, d'électricité et d'énergie solaire, près de 95% de l'électricité palestinienne étant produite par Israel Electricity Corporation (IEC). Les terres cultivables ne sont pas très étendues (20 000 ha dans la bande de Gaza et 200 000 en Cisjordanie). Les ressources en eau des Territoires représentent 760 millions de m<sup>3</sup> par an ; 25% à peine de cette eau est disponible au profit des populations palestiniennes, le reste étant consommé par Israël et ses colonies dans le cadre d'un contrôle très strict ; par ailleurs, du fait d'une surexploitation des ressources, la qualité de cette eau décline dangereusement et deviendra insuffisante si rien ne change.

## ii. Entre dépendance et répression

La dépendance économique des Territoires occupés vis-à-vis d'Israël n'a fait qu'augmenter depuis 1967, à la suite de politiques israéliennes favorisant l'imbrication des économies et encourageant l'amélioration individuelle des revenus palestiniens (par le travail en Israël ou la sous-traitance avec les entreprises israéliennes) plutôt que le développement des entreprises locales. En dépit des accords de commerce et de coopération qu'elle a conclus avec la Jordanie, l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays, qui accordent tous un accès préférentiel aux

---

<sup>35</sup> PICAUDOU Nadine, *op. cit.*, p.220

exportations palestiniennes sur leur marché, l'Autorité palestinienne n'a pratiquement procédé à aucune diversification géographique de ses échanges. D'après les données fournies par la Banque mondiale, le commerce de la Cisjordanie et de Gaza reste dominé par Israël, qui représente plus de 70% des importations et quelque 90% des exportations palestiniennes<sup>36</sup>, l'économie palestinienne étant largement tributaire des importations (85% du PIB). Cette dépendance se retrouve également dans la répartition des salaires palestiniens, puisque 150 000 Palestiniens des Territoires travaillaient quotidiennement en Israël en 2000, représentant quelque 20% du PNB. Enfin, c'est Israël qui recouvre l'essentiel des recettes fiscales palestiniennes, dont il perçoit les deux tiers avant leur transfert ultérieur à l'Autorité palestinienne. On peut aujourd'hui mesurer les effets de cette dépendance à la lumière des sanctions israéliennes depuis le début de l'*intifada Al Aqsa* en 2000. La suspension du paiement des versements de transfert a ainsi privé l'Autorité palestinienne des 2/3 de ses recettes budgétaires jusqu'en 2003 ; de plus, sur la base d'une ligne de pauvreté de 2 US\$ par jour, la Banque Mondiale estime que 21% de la population palestinienne était pauvre en 1999, et que ce pourcentage s'est accru à 60% en 2003.

Mais la répression d'Israël à l'égard des Palestiniens des Territoires n'a pas que des répercussions économiques... Sans parler des bouclages de régions entières et des destructions d'habitations et d'infrastructures en réponse aux attentats, les déplacements les plus ordinaires de la vie quotidienne sont rythmés par les nombreux checkpoints établis par Tsahal, où les mesures vexatoires et arbitraires sont monnaie courante<sup>37</sup>. Il n'est pas rare de perdre ainsi plusieurs heures par jour à attendre des autorisations de passage, voire de renoncer à aller travailler ou à rentrer chez soi le soir venu. Alors même que les Accords d'Oslo consacraient la naissance de Territoires Autonomes, principale revendication et source d'espoir pour les Palestiniens de « l'intérieur », l'allégresse initiale s'est progressivement mue en résignation désabusée devant l'escalade des violences. Les attentats sanglants perpétrés par les groupes radicaux, considérés avec colère au lendemain d'Oslo parce que censés saboter les efforts de paix, génèrent aujourd'hui de la sympathie, comme l'attestent les résultats du Hamas lors des dernières élections locales. La construction du Mur de séparation, qui semble entériner une frontière n'épousant pas la Ligne Verte d'armistice de 1967<sup>38</sup>, constitue le dernier avatar d'une politique sécuritaire

---

<sup>36</sup> Commission européenne, « Rapport sur l'Autorité palestinienne, la Cisjordanie et la bande de Gaza », 12 mai 2004

<sup>37</sup> Guy PENNE, Danielle BIDARD-REYDET, Jean FRANCOIS-PONCET, rapport d'information du Sénat n°340, 09 juin 2004, op. cit., p.15

<sup>38</sup> Guy PENNE, Danielle BIDARD-REYDET, Jean FRANCOIS-PONCET, rapport d'information du Sénat n°340, 09 juin 2004, op. cit., p.33

israélienne unilatérale après l'échec de Camp David II : elle provoque situations absurdes<sup>39</sup> et colère, et renforce chez les Palestiniens des Territoires le sentiment de vivre sous le joug d'une armée d'occupation.

Autrefois soutien principal de l'Autorité palestinienne dans ses négociations sur l'autonomie des Territoires, les Palestiniens de l'intérieur n'hésitent plus à manifester leur dépit, amplifié par la corruption et le népotisme des « Tunisiens » de l'OLP. Ils continuent néanmoins d'apporter leurs votes à Mahmoud Abbas, plus par manque d'alternative politique au plan national que par véritable foi en une relance du processus de paix. Si le Hamas a fortifié ses positions locales, la mort de Yasser Arafat n'a pour l'instant pas provoqué l'explosion politique en Cisjordanie et à Gaza que craignaient de nombreux experts occidentaux.

---

<sup>39</sup> Dans les zones rurales, des villages sont séparés par le mur de leurs terres agricoles et privés de leurs ressources en eau. Des écoliers, habitant à une centaine de mètres à vol d'oiseau de leur école désormais de l'autre côté du mur, mettent 2 à 3 heures pour s'y rendre tous les jours.

### 3. Vers un projet géopolitique commun ?

#### a. Quel projet pour les réfugiés ?

##### i. Vers une « diasporisation » ?

Nous l'avons montré précédemment, la question du droit au retour reste centrale dans la problématique palestinienne, au point que le nouveau Président de l'Autorité Mahmoud Abbas ait intégralement repris à son compte la rhétorique d'Arafat sur les inaliénables droits des réfugiés de 1948 lors de ses visites pré-électorales dans les camps libanais. Ce mythe du retour, seul ciment identitaire des réfugiés palestiniens, renforce le caractère existentiel du conflit et le rend inextricable à ce stade. Car, convenons-en, le retour de quelque 4 millions de réfugiés dans les Territoires autonomes ou sur le territoire israélien ne sera jamais accepté ni par Israël, ni même par l'Autorité palestinienne qui consentirait à un retour de seulement quelques dizaines de milliers de personnes. Derrière les discours de circonstance, l'Autorité évolue donc vers une reformulation du « droit de retour dans [les] foyer[s] d'origine en droit à un retour "moral" ou "politique" »<sup>40</sup> passant y compris par des réparations financières : une fois l'Etat palestinien constitué, les réfugiés seront citoyens de cet Etat quelque soit leur éloignement géographique et leur intégration dans leur Etat d'accueil, ce qui règle la question identitaire et rend acceptable la « diasporisation ». Pour autant, ce glissement progressif exige qu'Israël reconnaisse sa responsabilité dans la *Nakba* et la légitimité de ce droit au retour moral, ce qui correspond à une dé-légitimation du sionisme quasiment aussi inacceptable pour la société israélienne que le retour physique des réfugiés. Par ailleurs, qu'adviendra-t-il des réfugiés les plus défavorisés, condamnés à survivre dans des camps exigus, sans perspective d'intégration dans le pays d'accueil ?

L'Autorité palestinienne, du fait du compromis territorial qui la définit, s'oriente donc vers une reconnaissance du droit au retour assorti de compensations plutôt que vers une revendication du droit au retour pur et simple ; elle compte par ailleurs sur une « diasporisation » des réfugiés au fil des décennies, une fois le danger de la dissolution de l'identité palestinienne écarté par la création d'un Etat palestinien. Ce projet est combattu

---

<sup>40</sup> BARBERET Sandra, op. cit., p. 96

tant par l'opposition de gauche au sein de l'OLP que par le nationalisme islamiste, qui s'arc-boutent à quelques nuances près sur le droit au retour pour l'ensemble des réfugiés. Pour qui travaille le temps ? On pourrait être tenté de répondre que la création d'un Etat palestinien associée à la disparition progressive des réfugiés de la première heure, ceux qui font correspondre la perspective du retour à une terre qu'ils ont foulée, créeront les conditions idoines pour transformer la revendication politique concrète du Retour en simple référence symbolique et rendre caducs les revendications inaccessibles du « front du refus ». Cet espoir se heurte au moins à trois écueils. D'une part, la « diasporisation » espérée par l'Autorité ne pourra avoir lieu qu'avec la bienveillance active des pays arabes hôtes, loin d'être acquise devant ce qui est souvent ressenti comme une menace pour l'unité nationale. D'autre part, Israël doit reconnaître sa responsabilité dans la *Nakba*, ce qui correspond à un quasi-suicide identitaire. Enfin, les camps de réfugiés constituent autant de viviers pour les organisations terroristes palestiniennes hostiles à ce projet, qui imposent au rythme des attentats leur propre tempo à l'avancée des négociations pour la création d'un Etat palestinien. Enfermée dans un cercle vicieux, la question des réfugiés de « l'extérieur » semble bien la plus difficile à résoudre dans le cadre de l'élaboration d'un projet commun à l'ensemble de la communauté palestinienne, et dans celui de la résolution du conflit israélo-palestinien lui-même.

## ii. Israël : l'obsession démographique

Israël est-il aujourd'hui un Etat aux frontières établies tentant d'asseoir sa sécurité, ou au contraire un proto-Etat en quête de territoires et de populations dont les frontières changeront au gré des avancées diplomatiques, coloniales ou militaires jusqu'à englober Eretz Israël, le grand Israël ? Quel que soit le projet géopolitique, le problème démographique est perçu par Israël non seulement comme une menace pour la sécurité du pays, mais aussi pour sa judaïté et donc son existence même. En effet, compte tenu d'une démographie palestinienne extrêmement dynamique<sup>41</sup>, la parité entre les populations juives et arabes sur le territoire englobant Israël et les Territoires Autonomes devrait être atteinte vers 2010 ; en 2020, la population juive devrait représenter 44% à peine de la population totale. Par ailleurs, l'écart entre arabes d'Israël et juifs diminue de 0,8% par an : sur le

---

<sup>41</sup> Environ 6 enfants par famille. La population juive orthodoxe, aux statistiques comparables, ne compte qu'environ 400000 personnes, soit 6% de la population totale israélienne.

territoire israélien même, la parité entre arabes et juifs devrait être atteinte d'ici 70 ans environ ! Israël tente d'endiguer ce phénomène en encourageant fortement partout dans le monde l'immigration de la diaspora juive (estimée à environ 8,4 millions d'individus), ce qui ne va pas sans poser des problèmes d'intégration, comme l'ont montré les vagues d'immigration russe et éthiopienne (1 million d'individus) des années 90. Par ailleurs, la question des réfugiés palestiniens constitue l'ultime ligne rouge israélienne : outre qu'il n'est pas question d'entacher la naissance de l'Etat juif par un péché originel en reconnaissant sa responsabilité dans l'exode de ces populations, la perspective d'un retour possible des réfugiés dans leurs villages d'origine en Israël mettrait définitivement en péril sa judaïté déjà menacée, nous l'avons vu, par les phénomènes démographiques actuels. De ce point de vue, Israël s'accommoderait parfaitement d'une « diasporisation » des réfugiés palestiniens, certainement au même titre que l'Autorité palestinienne. La question des « arabes israéliens » est également sensible : considérés à terme comme une menace par Israël, ils revendiquent leur nationalité palestinienne et leur citoyenneté israélienne. On ne peut s'empêcher de penser que de nombreuses colonies juives en Cisjordanie pourraient constituer, pour Israël, autant de gages à échanger contre ces populations à moyen terme...mais comment déplacer des populations ayant la citoyenneté israélienne et peu enclines à échanger leur situation contre la misère des Palestiniens des Territoires ? Il faut bien reconnaître que le point de vue des différentes factions palestiniennes sur cette question reste assez flou, tant les arabes israéliens sont un cas à part dans la geste nationaliste, à la fois plus ou moins traîtres à la cause des réfugiés de l'extérieur et cheval de Troie au sein de l'inaccessible Etat israélien.

b. Le Hamas, entre idéal irréductible et conciliation

i. Derrière les fondements, des dissensions

Nous l'avons dit précédemment, le Hamas vise officiellement l'instauration de la Charia dans un Etat palestinien du Jourdain à la Méditerranée et la destruction de l'Etat d'Israël. Cette intransigeance dans les objectifs est clairement exprimée par le mouvement, qui réfute les pourparlers de paix et sacralise le combat nationaliste : elle lui permet de rallier les déçus du processus de paix et les jusqu'au-boutistes radicaux, et de s'approprier

la sympathie de très nombreux Palestiniens lors des périodes de répression israélienne. Pourtant, derrière ce discours clair se devinent des divergences entre la branche armée *Izz al-Din al-Kassam* et certains représentants de la branche politique, entre les *hamsaouis* intransigeants installés dans les pays arabes voisins et les militants plus pragmatiques de la bande de Gaza soucieux de laisser respirer une population palestinienne prise en otage. L'efficacité de la répression conjointement menée par l'Autorité palestinienne et les services israéliens influence également les positions prises par certains responsables du Hamas : ainsi, lorsque le mouvement est exsangue en 1997, il est proposé une *hudna* (« trêve ») de dix ans en échange d'avancées similaires aux exigences maximalistes de l'Autorité palestinienne. Cette proposition, renouvelée épisodiquement par des porte-paroles de la branche politique au gré des revers du Hamas et des événements, revêt plusieurs avantages : une trêve n'est pas un arrêt des hostilités et permet au mouvement de ne pas renier ses ambitions d'origine, même si on imagine mal une reprise du cycle attentats-répression après dix ans de paix ; elle permet de stigmatiser les insuffisances du processus de paix et l'attitude d'Israël ; elle offre quelques semaines de répit pour se reconstituer. Par ailleurs, la position du Hamas vis-à-vis du jeu politique palestinien dans le cadre des Accords d'Oslo honnis est en train d'évoluer. Jusqu'alors, le principal mouvement radical islamiste avait boycotté les élections présidentielles et législatives, arguant du refus d'un processus avalisé par Israël. Sans doute était-il jugé également improductif de s'opposer électoralement à l'incontournable Yasser Arafat, figure historique du nationalisme palestinien. Sa disparition, et le triomphe électoral du Hamas aux élections municipales partielles de janvier 2005, changent la donne : sans doute peut-on y voir une conséquence du paradoxe intrinsèque du mouvement.

## ii. Le paradoxe du Hamas

Emanation directe des Frères musulmans qui voulaient continuer à jouer un rôle en Palestine lors de la 1<sup>ère</sup> *intifada*, le Hamas se démarque de la nébuleuse égyptienne par sa vocation strictement nationale. Ses objectifs originels, à savoir la libération de la grande Palestine, sont jugés inaccessibles militairement y compris par ses propres responsables. Or, sa popularité est proportionnelle à la dureté de la répression israélienne : elle n'est jamais aussi basse que lorsque un espoir de paix se fait jour, comme lors des accords d'Oslo de 1993, et aussi haute que lors de la deuxième *intifada*. Se nourrissant du désespoir

et du ressentiment, consubstantiel à la lutte armée, sa stratégie ne peut pourtant se borner à saboter les avancées des négociations par une recrudescence des attentats. En effet, contrairement au *Hezbollah*, l'inaccessibilité des objectifs pourrait à terme saper sa légitimité auprès de populations finalement résignées ; par ailleurs, une répression déterminée peut porter des coups très durs au point de menacer son existence même. Entre le désir de concrétiser la ferveur populaire qui a porté le Hamas en tête des élections municipales alors que Mahmoud Abbas s'emploie à mettre fin à l'*intifada Al Aqsa*, la crispation sur les stratégies antérieures, et sans doute les ambitions politiques personnelles de certains à la lumière de l'exemple libanais, le mouvement a choisi de participer aux élections législatives de juillet 2005, non sans remous internes<sup>42</sup>. Evolution majeure, saluée par l'Autorité palestinienne qui espère ainsi impliquer le Hamas dans la gouvernance des Territoires et « normaliser » le mouvement, cette quête du pouvoir politique scellera probablement sa transformation radicale : contrairement au *Hezbollah* qui peut à la fois participer aux assemblées législatives et préserver un instrument armé abrité dans le sanctuaire libanais, le Hamas pourra difficilement influencer (activement, si sa popularité actuelle se vérifie durant ces élections) sur les décisions de l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire négocier directement avec l'interlocuteur israélien et concourir officiellement à sa destruction via sa branche armée ! Alors que le *Hezbollah* a su garder sa popularité en se cantonnant jusqu'alors au rôle confortable de l'opposant politique inflexible (et armé), la « libanisation » du Hamas pourrait signifier la disparition des objectifs les plus radicaux du mouvement (la destruction de l'Etat d'Israël), voire la dissolution à terme de sa branche armée et un retour aux modes d'action habituels des Frères musulmans.

### c. L'après-Oslo ?

Le processus d'Oslo avait bien pris garde de laisser de côté, outre le problème des réfugiés, d'autres questions cruciales. Alors que la Feuille de route, initiée fin 2002 et rapidement abandonnée, semble relancée par la nomination de Mahmoud Abbas, rappelons brièvement les points d'achoppement laissés prudemment de côté à Oslo.

---

<sup>42</sup> Cette décision a été adoptée en dépit de l'opposition de Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas à Damas, mais avec l'appui de son adjoint, Moussa Abou Marzouk, et des dirigeants de Cisjordanie et de Gaza.

### i. La question des colonies

Si le démantèlement des 21 colonies ultra-orthodoxes de la bande de Gaza a été acté par la Knesset malgré de vives protestations et devrait être achevé en septembre 2005, pas grand-chose n'a été dit sur les 120 implantations cisjordanienne. Celles-ci (cf carte en annexe) désagrègent littéralement le territoire de Cisjordanie par leur extension et la création de couloirs de communication. Comprenant aujourd'hui plus de 220000 colons en majorité motivés par les avantages sociaux associés à leur statut, leur nombre n'a cessé d'augmenter au plus fort de l'actuelle *intifada*, à tout le moins dans une course aux gages territoriaux. Or, et c'est une revendication palestinienne unanime, la création d'un Etat palestinien prôné par la Feuille de route passera obligatoirement par le démantèlement d'un grand nombre de ces colonies afin d'assurer une continuité territoriale légitime au sein d'un Etat souverain ; la Feuille de route, quant à elle, demandait la « fin [de] l'occupation qui a commencé en 1967 », sans proposer de solution au problème des colonies cisjordanienne. Mais l'objectif de l'implantation des colonies, considérées comme territoire israélien dans le droit israélien, n'était-il pas l'obtention d'une hégémonie territoriale dans le cadre de la création d'Eretz Israël ? Véritable phagocytose ou simples gages territoriaux, les colonies cisjordanienne constituent un point d'achoppement essentiel, pris en otage par les contradictions de la société israélienne elle-même, entre extension au nom du judaïsme et désir de paix. Sans présager de l'avenir, rappelons cependant qu'à long terme, la judaïté de l'Etat juif est menacé par la démographie des arabes israéliens ; à ce titre, certaines colonies cisjordanienne, quoique non destinées à cela, pourraient bien constituer une monnaie d'échange pour un gouvernement israélien amené à des concessions pragmatiques.

### ii. Jérusalem, capitale religieuse

Jérusalem est le symbole le plus significatif du problème israélo-palestinien, regroupant à la fois les volontés d'hégémonie territoriale et la sacralisation du conflit. Capitale d'Israël depuis 1980, revendiquée comme la capitale du futur Etat palestinien par l'ensemble des mouvements nationalistes, Jérusalem sera soit une terre de compromis, soit un blocage pour le processus de paix renaissant. Malgré leur lourde charge symbolique

exacerbée par les orthodoxes religieux des deux camps, les principaux lieux saints<sup>43</sup> pourraient être gérés communément suivant des arrangements préservant la liberté de circulation des fidèles. En revanche, la souveraineté politique sur Jérusalem demeure le principal point d'achoppement. Jusqu'alors et depuis la conquête de l'intégrité de la ville en 1967, Israël s'est livré à un combat démographique dans Jérusalem-Est<sup>44</sup> afin de légitimer sa souveraineté sur la cité ; les Palestiniens se livrent à une stratégie similaire dans la ville même et sa « ceinture » cisjordanienne pour appuyer leurs revendications, tout en prenant à témoin la communauté internationale des agissements israéliens. Aujourd'hui, les prétentions à la souveraineté géographique des deux camps sont exclusives et antagonistes sur Jérusalem-Est. Israël peut, et semble avoir tout intérêt à maintenir le statu quo actuel<sup>45</sup>, sauf à penser que seule une paix incluant un compromis sur le statut de Jérusalem mettra fin à des revendications arabes impérissables sur fond de défaite démographique israélienne. L'un des « compromis douloureux » chers à Condoleeza Rice pourrait prendre la forme d'une souveraineté israélienne maintenue sur la majorité de la ville, avec une enclave de souveraineté palestinienne dans le quartier arabe (impliquant une « décolonisation » au moins partielle de Jérusalem-Est...) et une ouverture sur la Cisjordanie. Mais la sacralisation des enjeux par les intégristes des deux camps laisse peu d'espoirs de voir une telle solution de partage aboutir sans heurts violents ; or, si les Juifs orthodoxes ne représentent encore aujourd'hui que 5% de la population israélienne et se marginalisent à Jérusalem du reste de la population, le Hamas bénéficie côté palestinien d'une véritable assise populaire, certes plus alimentée par les désillusions du processus de paix que par une flambée intégriste. La participation prochaine du Hamas au jeu politique national permettra sans doute d'en savoir plus sur le projet à court terme du mouvement concernant les Palestiniens et Jérusalem.

---

<sup>43</sup> Le Saint-Sépulcre, l'Esplanade des Mosquées et le mur des Lamentations.

<sup>44</sup> Jérusalem-Est compte aujourd'hui plus de 130000 juifs, à parité avec la population arabe

<sup>45</sup> « Grâce à la colonisation, nous garderons pour l'éternité des positions importantes, essentielles à notre existence, à Jérusalem notre capitale unifiée pour toujours, et dans les groupes d'implantations », *Ariel Sharon, mars 2005*

## CONCLUSION

La succession de Yasser Arafat a été ressentie en Occident comme le point de départ de nouveaux espoirs de paix au Proche-Orient. Pourtant, malgré toute la bonne volonté que l'on peut prêter à Mahmoud Abbas pour changer la donne et relancer le camp des « pragmatiques » palestiniens, les facteurs de discorde demeurent. Facteurs de discorde entre Palestiniens et Israéliens certes, alors qu'Ariel Sharon accentue la colonisation cisjordanienne tout en médiatisant habilement un futur retrait de la bande de Gaza ; facteurs de discorde endogènes également, comme le montre la victoire du Hamas aux élections municipales partielles de janvier dernier alors que Mahmoud Abbas aurait dû bénéficier d'une sorte d'état de grâce. Seuls des progrès substantiels quant à l'obtention d'un Etat palestinien souverain pourraient mobiliser l'ensemble d'une société palestinienne fracturée par de profonds clivages issus d'héritages historiques différents ; or, Israël, qui détient les clés de l'initiation de ce cercle vertueux, n'a sans doute pas grand intérêt à bouleverser le statu quo actuel.

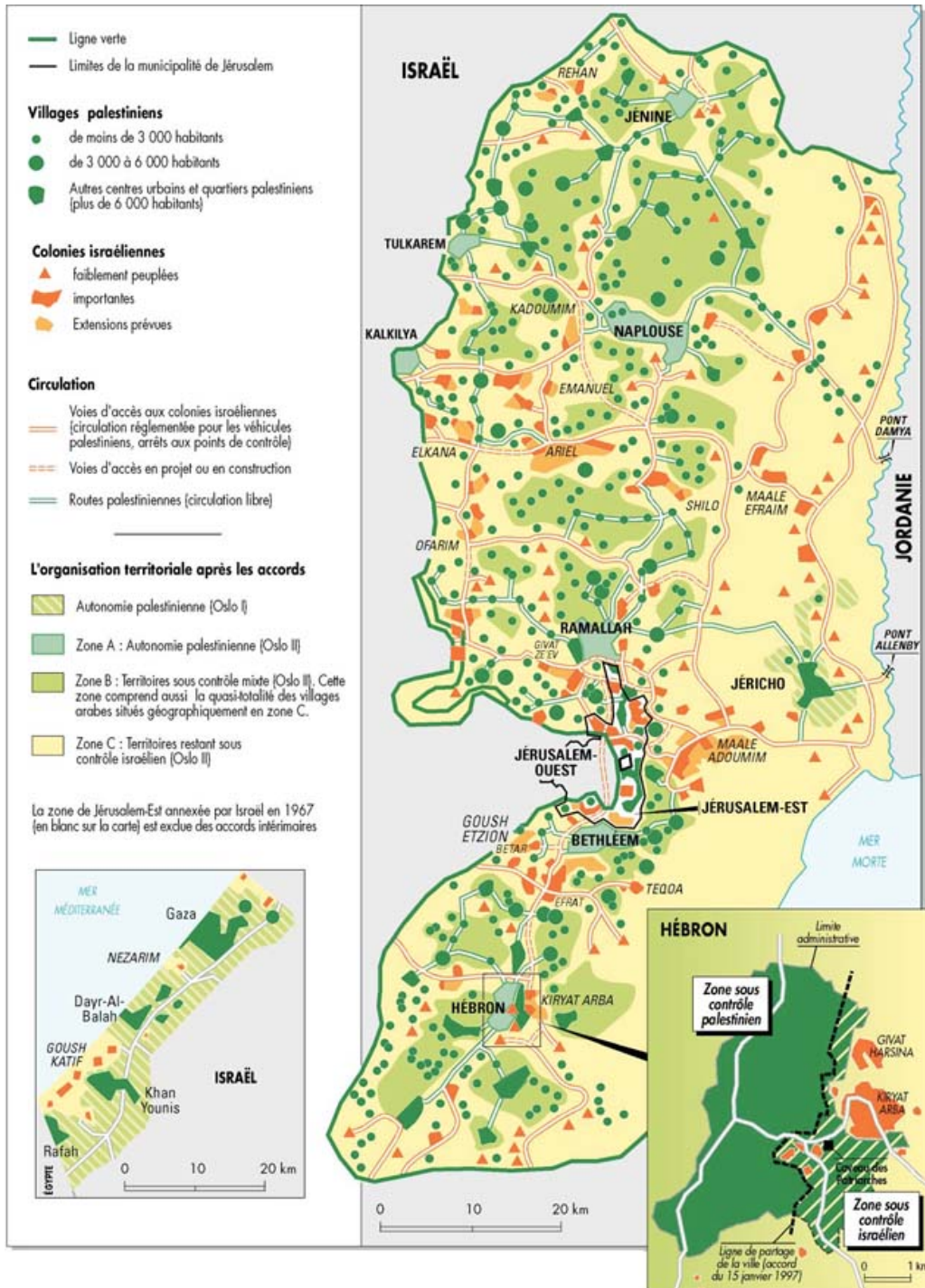
Certains développements très récents donnent toutefois des motifs d'espérer. En particulier, l'intégration du Hamas dans le jeu électoral des prochaines législatives de 2005 peut être considéré comme une véritable victoire de Mahmoud Abbas dans la perspective de légitimer un projet géopolitique commun. Cette implication future du principal mouvement radical palestinien dans l'outil législatif –et exécutif ?- constituerait une évolution très importante, même si l'on perçoit déjà de nombreuses discordes internes au sein de l'organisation islamo-nationaliste. Par ailleurs, la tentative de recomposition américaine du Moyen-Orient passe par une avancée des négociations israélo-palestiniennes afin d'être crédible au sein du monde arabe; ce levier supplémentaire pourrait servir à court terme au leader palestinien pour fédérer le peuple palestinien autour du compromis territorial actuel, si le calme et la croissance économique succèdent aux catastrophiques années de l'*intifada Al Aqsa*.

Une question primordiale demeure toutefois, principale fracture au sein du peuple palestinien aujourd'hui parce que constitutif majeur de son identité : le droit au Retour des réfugiés. Sujet tabou le plus souvent éludé par les « pragmatiques » qui n'ont pas de solution satisfaisante à apporter, brandi par la gauche radicale et les islamistes comme une ligne rouge, le problème des réfugiés continuera à diviser profondément le peuple

palestinien, jusqu'à une « diasporisation » éventuelle à long terme de ces Palestiniens de l'extérieur dont l'épreuve et l'exil ont permis de conscientiser la nation palestinienne.

# ANNEXE

## Les Territoires Autonomes à l'issue des Accords d'Oslo II (sept. 1995)



Source : *Le Monde diplomatique*, avril 1997

## BIBLIOGRAPHIE

### TEXTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

- Commission européenne, « *Rapport sur l'Autorité palestinienne, la Cisjordanie et la bande de Gaza* », 12 mai 2004
- Guy PENNE, Danielle BIDARD-REYDET, Jean FRANCOIS-PONCET, *rapport d'information du Sénat n°340*, 09 juin 2004

### OUVRAGES EN FRANÇAIS

- PICAUDOU Nadine, « *Les Palestiniens, un siècle d'Histoire* », Complexe, 1997
- PAVLOWSKY Agnès, « *Hamas ou le miroir des frustrations palestiniennes* », L'Harmattan, 2000
- ENDERLIN Charles, « *Le rêve brisé* », Fayard, 2002
- ENCEL Frédéric, « *Géopolitique de Jérusalem* », Flammarion, 1998
- CHAUPRADE Aymeric, « *GEOPOLITIQUE, Constantes et changements dans l'histoire* », Ellipses, 2003
- BARON Xavier, « *Proche-Orient, du refus à la paix* », Hachette, 1994
- BARON, Xavier, « *Les Palestiniens : genèse d'une nation* », Editions du Seuil, 2000
- KODMANI-DARWISH Bassma : « *La diaspora palestinienne* », PUF, 1997

### OUVRAGES EN ANGLAIS

- Hussein AGHA, Robert MALEY, "Camp David :The tragedy of errors", The New York Review of Books, juillet 2001
- TAMARI Salim, "*Palestinian refugee negotiations from Madrid to Oslo II*", Institute for Palestine studies, 1996

### REVUES, PERIODIQUES ET QUOTIDIENS

- *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*
- *Le Monde*
- *Le Figaro*
- *Libération*
- *Le nouvel observateur*

## ARTICLES

- LEGRAIN Jean-François, « *Palestine – Hamas héritier du nationalisme ?* » in l’Islamisme ed. la découverte – les dossiers de l’état du monde

## SOURCES INTERNET

- <http://www.lemonde.fr/>
- <http://www.mom.fr/>
- <http://www.monde-diplomatique.fr/>
- <http://www.rennes.iep.fr/html/Fauvet/Memoires/Memoires-01/Barberet.pdf>

# TABLE DES MATIERES

|   |    |
|---|----|
| <b>SOMMAIRE</b>   | 2  |
| <b>INTRODUCTION</b>   | 3  |
| <b>1. L'absence d'unité dans les objectifs géopolitiques</b>  | 5  |
| a. Vers les Accords d'Oslo  | 5  |
| i. La lente maturation politique de l'OLP   | 5  |
| ii. Le « grand saut » de Yasser Arafat  | 8  |
| b. Le processus de paix   | 10 |
| i. L'Autorité palestinienne entre le marteau et l'enclume   | 10 |
| ii. Un processus transitoire inachevé   | 11 |
| c. Le grand clivage   | 13 |
| i. Les « pragmatiques »   | 13 |
| ii. Les partisans d'une « étape intermédiaire »   | 14 |
| iii. Le nationalisme islamiste et la Palestine d'avant 1948 : un idéal inaccessible au service d'une volonté de puissance | 16 |
| <b>2. Les fractures de la société palestinienne : un héritage historique</b>  | 19 |
| a. Les réfugiés   | 19 |
| i. Rétrospective et caractéristiques  | 19 |
| ii. Ses aspirations aujourd'hui   | 21 |
| b. Les Palestiniens des Territoires   | 22 |
| i. Caractéristiques   | 22 |
| ii. Entre dépendance et répression  | 23 |
| <b>3. Vers un projet géopolitique commun ?</b>  | 26 |
| a. Quel projet pour les réfugiés ?  | 26 |
| i. Vers une diasporisation ?  | 26 |

|   |           |
|---|-----------|
| ii. Israël : l'obsession démographique                | 27        |
| b. Le Hamas, entre idéal irréductible et conciliation | 28        |
| i. Derrière les fondements, des dissensions           | 28        |
| ii. Le paradoxe du Hamas                              | 29        |
| c. L'après-Oslo                                       | 30        |
| i. La question des colonies                           | 31        |
| ii. Jérusalem, capitale religieuse                    | 31        |
| <br>  |           |
| <b>CONCLUSION</b>                                     | <b>33</b> |
| <br>  |           |
| <b>ANNEXE</b>   | <b>35</b> |
| <br>  |           |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b>                                  | <b>36</b> |